

## EPAGE DOUBS DESSOUBRE

3 rue du Clos Pascal  
25190 SAINT-HIPPOLYTE  
Tél. : 03 81 37 02 78  
Mail : [contact@doubsdessoubre.fr](mailto:contact@doubsdessoubre.fr)  
<https://doubsdessoubre.fr/>  
SIRET 200 094 852 00015

# AVIS RELATIF A ENQUETE PUBLIQUE

**Autorisation environnementale relative au projet d'implantation d'une nouvelle microcentrale hydroélectrique au lieu-dit Le Moulin Neuf, présentée par la S.A.S. TELLIF**

Commune de SAINT-HIPPOLYTE

Enquête publique réalisée du 5 février 2022 à partir de 10h00 au 21 février 2022 jusqu'à 18h00 aux conditions précisées dans l'avis d'enquête.

Affaire suivie par :

**Anthony GUINCHARD**  
Directeur  
[aguinchard@doubsdessoubre.fr](mailto:aguinchard@doubsdessoubre.fr)  
06 49 73 41 52

**Jérémy POURREAU**  
Chargé de mission GEMAPI  
[jpourreau@doubsdessoubre.fr](mailto:jpourreau@doubsdessoubre.fr)  
06 75 10 95 77

**Aurélien HAGIMONT**  
Chargé de mission Milieux Naturels  
[ahagimont@doubsdessoubre.fr](mailto:ahagimont@doubsdessoubre.fr)  
06 89 37 87 64

Mercredi 16 février 2022

## Introduction

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, l'EPAGE Doubs Dessoubre est la structure porteuse de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) sur le secteur concerné par l'étude pour l'implantation d'une microcentrale au lieu-dit Le Moulin Neuf. L'EPAGE est également structure animatrice du DOCOB du site Natura 2000 de la Vallée du Dessoubre, et à ce titre régulièrement sollicité pour le porter à connaissance des enjeux aux porteurs de projets dans le cadre des évaluations d'incidences.

*Carte de situation du périmètre d'action de l'EPAGE Doubs Dessoubre, du site Natura 2000 de la Vallée du Dessoubre et du seuil de Moulin Neuf.*



En tant que porteuse de la compétence GEMAPI, la structure a vocation à assurer une gestion cohérente de l'eau à l'échelle des bassins versants, étant à noter que le seuil de Moulin Neuf est référencé en tant qu'obstacle à l'écoulement (ROE21263).

Les services techniques de l'EPAGE Doubs Dessoubre n'ont pas été consultés et concertés en amont de la présente enquête publique, afin de porter à connaissance du pétitionnaire et des services instructeurs les enjeux locaux des milieux aquatiques et en outre permettre de garantir la cohérence des politiques publiques de l'eau que la structure a la charge de mettre en œuvre sur son périmètre d'action, et notamment vis-à-vis des objectifs affichés par la Loi MAPTAM et de la compétence GEMAPI.

Par ailleurs, la proximité du site Natura 2000 de la Vallée du Dessoubre aurait pu amener le pétitionnaire à se rapprocher de l'EPAGE qui aurait pu apporter toutes les informations nécessaires au projet.

Ainsi, il est fait part ci-dessous des avis et remarques concernant le projet de microcentrale au lieu-dit le Moulin Neuf au titre de la compétence GEMAPI de l'EPAGE ainsi qu'au titre de l'animation du DOCOB du site Natura 2000 de la Vallée du Dessoubre par la structure.

## Observations au titre de la compétence GEMAPI de l'EPAGE

Un certain nombre de remarques sont formulées ci-dessous et font directement référence aux parties de textes concernées dans les différents documents soumis à enquête publique.

Page 15 du document de Présentation générale : « **Production d'énergie électrique pour consommation électrique hors chauffage et production d'eau chaude de près de 280 foyers. »**

L'on peut considérer que l'utilisation d'électricité par les foyers consiste pour tout ou partie à produire de l'eau chaude et se chauffer. Partant de ce constat, le projet considéré ici permettra la production d'électricité non pas de 280 foyers, mais de 177 (en se basant sur la consommation moyenne annuelle de 4 679 KWh<sup>1</sup>), soit une estimation de 37% inférieure affichée du nombre de foyers concerné par l'installation. **Le chiffre avancé par le pétitionnaire semble donc exagérément surestimé.**

Page 15 du document de Présentation générale : « **Dégradation de la couche d'ozone. »**

Plus communément appelée « trou de la couche d'ozone », cette problématique n'a pas de lien avec les émissions des gaz à effet de serre. La problématique de la couche d'ozone provient essentiellement des CFC, gaz réfrigérant anciennement utilisés dans les réfrigérateurs notamment. Cette problématique est en cours de résorbassions depuis des dizaines d'années depuis l'interdiction des CFC en 1995.

Page 16 du document de Présentation générale : « **Les centrales hydroélectriques représentent une énergie propre, renouvelable, inépuisable ».**

L'hydroélectricité est en effet considérée comme une énergie propre dans le cadre du changement climatique, en rejetant peu de gaz à effet de serre (hors barrage en région tropicale).

Cependant, il paraît ambitieux de parler d'énergie renouvelable concernant l'hydroélectricité, notamment dans le département du Doubs, essentiellement en raison de la typologie géologique karstique. L'observation récurrente d'assecs sévères sur le Doubs (secteur d'Arçon, Entre-Roche, ...) démontrent que cette ressource n'est pas inépuisable. Qui plus est lorsque l'on considère ces effets cumulés aux impacts du réchauffement climatique qui induisent une baisse significative des débits de l'ensemble des cours d'eau français à moyen terme. **Il faut donc s'attendre à ce que la caractéristique karstique d'une partie des cours d'eau du département entraîne des baisses des débits aggravées, et des risques de pollution accrus dans les secteurs de retenues d'eau tels que les zones de remous des barrages et seuils.**

Page 17 du document de Présentation générale : « **12.5 % de la consommation Française est d'origine hydraulique soit 68.3 TWh ».**

Cette Grande part de l'hydroélectricité dans le mix énergétique Français ne provient pas des microcentrales mais bien des grands barrages EDF. Il est important de comparer les chiffres : 68.3 TWh représentent 68 300 000 000 de KWh. La France compte aujourd'hui environ 2 300 installations hydrauliques, essentiellement situées en massifs montagneux et sur certains grands fleuves.

Il faudrait donc 82 290 installations comme celle objet de la présente enquête publique pour atteindre le niveau de production électrique annuelle française, qui deviendrait par la même intermittente et non plus pilotable.

**Ces chiffres conduisent à questionner le rapport coût/bénéfice environnemental de la petite hydroélectricité en regard des enjeux du changement climatique et de cours d'eau déjà fortement impactés par la présence de nombreux seuils et barrages artificiels** qui n'ont pour la grande majorité d'entre eux plus d'usages (estimé à environ 60 000 en France).

<sup>1</sup> Analyse de la Commission de régulation de l'énergie datant de 2016, la consommation moyenne en électricité par mois par foyer en France est de 390 kWh, soit 4 679 kWh par an.

Pages 19 et 20 du document de Présentation générale : Il est à noter qu'il n'est pas fait mention de l'hydroélectricité des cours d'eau dans la loi de transition énergétique de 2015 et de l'arrêté définissant les nouveaux objectifs de développement des filières d'énergies renouvelables à horizon 2023, alors que sont cités l'éolien, le photovoltaïque, la filière bois-énergie, les énergies renouvelables en mer, etc.

Pages 20-21-22 du document de Présentation générale : **« multiplication des événements météorologiques extrêmes (sécheresse) », « Diminution de la quantité et de la qualité des ressources en eau »**

Le rapport intermédiaire du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement climatique à 1.5 degrés du 08 octobre 2018 cite clairement les impacts du réchauffement climatique sur la ressource en eau. L'augmentation de la température à 1.5°C est aujourd'hui effective et la diminution de la quantité et de la qualité des ressources en eau est pointée comme conséquence de l'augmentation des températures. **Ce qui conduit dans le cas du projet de microcentrale au droit du Moulin Neuf à nouveau à questionner la viabilité d'une telle installation en double contexte karstique et de réchauffement climatique, qui plus est en regard de l'impact environnemental** sur la franchissabilité piscicole, le transit sédimentaire, le risque d'évaporation de l'eau dans la retenue en périodes chaudes, ainsi que de prolifération algale entraînant eutrophisation et pertes d'habitats piscicoles.

**« Changement important de la répartition des précipitations ».**

Le changement de la répartition des précipitations nécessite pour chaque projet d'évaluer les changements induits sur les débits des cours d'eau qui auront lieu sur la zone géographique concernée. Il existe aujourd'hui des modélisations estimant la baisse des débits sur de grands secteurs. Cette évaluation ne semble pas avoir été réalisée dans le cadre du projet de microcentrale au droit du Moulin Neuf, alors que le GIEC stipule clairement cette problématique qui est d'ailleurs retranscrite en page 21. **Comme précisé plus haut, lors des précédentes remarques, cette évaluation pourrait conduire, à minima à questionner, voir à remettre en cause le potentiel de production hydroélectrique de l'installation et sa pérennité dans le temps.**

**« Il faudrait aussi réduire drastiquement nos besoins en énergie, limiter les consommations les moins utiles ».**

L'installation d'une microcentrale pour la production intermittente d'électricité au maximum pour 177 foyers ne semble pas en adéquation avec une réduction drastique des besoins en énergie.

Il est à noter que la France est excédentaire en production électrique. : 43.2 TWh ont été exportés par le pays en 2020 (une fois l'importation soustraite), soit l'équivalent de 52 048 installations telles que celles prévues par le projet. **Il est donc légitime, à l'aune de ces chiffres de questionner la pertinence du projet, qui plus est comme il l'a déjà été précisé plus haut, en regard de l'impact environnemental et en contexte de réchauffement climatique en massif karstique.**

Page 31 de la présentation générale et page 36 et 37 des annexes à la présentation générale.

Il est spécifié que ce sont des turbines Kaplan qui seront implantées pour la production électrique. Aucune explication sur leur fonctionnement ni photos, à l'exception 2 schémas en annexes, ne vient compléter le rapport de présentation.

Page 33 du document de Présentation générale : **« Selon la courbe des débits classés et en tenant compte de la hauteur de chute, la centrale fonctionnera durant plus de 60% de l'année. »**

Le projet Explore 2070<sup>2</sup>, porté par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie entre 2010 et 2012 a modélisé une baisse des débits moyens entre 2046 et 2070 de 10 à 30% par rapport au niveau des années 90 sur le secteur du Doubs.

Sur une concession de 40 ans, il paraît impératif de prendre en compte le paramètre du changement climatique dans le temps de fonctionnement du projet.

Par conséquent, en prenant en compte une moyenne de 20% de baisse des débits, le débit naturel pour

<sup>2</sup> <https://professionnels.ofb.fr/fr/node/44>

l'armement et donc le fonctionnement des turbines se voit réduit de 20%. Ainsi, **la centrale ne fonctionnerait que durant 47% de l'année à horizon 2046-2070**. La concession étant prévue pour 40 ans, cela amène la durée de la concession à 2062. Autrement dit, presque la moitié de la durée de la concession doit prendre en compte cette baisse des débits, qui n'interviendra pas du jour au lendemain, mais bien progressivement. **La baisse des débits sera donc ressentie bien avant 2046.**

Page 43 du document de Présentation générale : Le prévisionnel de production moyennes brutes ne prends, là non plus, pas en compte les baisses de débits induites par le changement climatique. Les chiffres de production annoncés, sur une durée si importante, devraient prendre en compte le facteur changement climatique afin de donner un estimatif réel de la production d'électricité annuelle prévue.

Page 54 du document de Présentation générale : « **Le matériel et les engins ne seront utilisés qu'en parfait état de marche, etc...** »

Il est d'usage, notamment sur recommandation des services de l'Etat, d'imposer l'utilisation d'huile biodégradable lors de travaux en cours d'eau, ce qui permet en cas de fuite d'un engin de limiter la pollution des milieux aquatiques. **Cette considération ne semble pas avoir été prise en compte ni par le pétitionnaire ni par les services instructeurs.**

Page 56 du document de Présentation générale et de son annexe 6. Aucun profil en long n'a été réalisé et l'on ne dispose pas d'informations topographiques fiables permettant de juger les informations avancées. Seul un ancien document non daté a été repris et ne permet pas d'assurer la précision du profil en long. Ce dernier a par ailleurs très probablement évolué au fil des ans, suite au comblement de la zone de remous par les apports sédimentaires, ainsi que par la présence d'infrastructures plus récentes, etc... Par conséquent, la délimitation de la zone de remous n'est pas rigoureuse et il est impossible de statuer sur une quelconque longueur de la zone de remous.

**Ainsi, tous les calculs faisant référence à la longueur de la zone de remous, à sa capacité de rétention sont à considérer, en l'absence de données fiables, comme erronés.**

Page 31 des annexes à la présentation générale : « **Article 18 : passe à poissons rustique sera aménagée.** »

Il n'existe actuellement aucun plan concernant l'installation d'une passe à poissons. Cette dernière, même rustique doit répondre à des exigences bien précises de ligne d'eau, puissance, débit, écartement, afin de garantir la franchissabilité. Ces éléments doivent être finement étudiés, une modélisation hydraulique poussée, des plans clairs et précis. Aucun de ces éléments ne sont présents. **Il est donc impossible de juger de l'installation d'une passe à poissons rustique sur cet ouvrage ni de son efficacité.**

Page 31 des annexes à la présentation générale : « **Article 18 : Une vanne de décharge favorisant le transit sédimentaire sera placée en rive gauche.** »

Il n'existe là non plus aucun plan permettant de connaître la taille de cette vanne, son mode de fonctionnement, sa capacité de rétablissement du transit sédimentaire et donc de juger d'aucune façon de sa potentielle efficacité.

Page 31 de l'étude d'incidence : « **La suppression du seuil, et des ouvrages annexes, implique une intervention assez lourde induisant des impacts non négligeables pour le milieu naturel et extrêmement coûteuse.** »

**L'EPAGE Doubs Dessoubre se porte en faux par rapport à cet énoncé.** L'opération d'effacement du seuil serait bien moins coûteuse que l'installation d'une microcentrale estimée ici à 2 000 000 € TTC. L'EPAGE ayant déjà effectué des travaux d'effacement, ces derniers s'évaluent au maximum à plusieurs centaines de milliers d'euros (à titre d'exemple le montant des travaux d'effacement complet de 2 seuils et de travaux de restauration morphologique sur un linéaire de 1,2 km, réalisés en 2020 sur le Dessoubre a



été de 580 000 € TTC).

Il est à noter que les impacts d'un effacement de l'ouvrage du Pont Neuf seraient non négligeables du point de vue du bénéfice environnemental :

- Restauration de la continuité piscicole ;
- Restauration de la continuité sédimentaire ;
- Abaissement de la température de l'eau ;
- Limitation de l'évaporation ;
- Rétablissement de l'autoépuration sur plusieurs centaines de mètres ;
- Restauration d'habitats pour la faune et la flore ;
- Diversification des écoulements, modification de l'attrait paysager.

**En regard des éléments avancés ci-dessus, l'énoncé du pétitionnaire ne paraît pas de bonne foi.**

**« Aussi, la suppression du site ne permettrait pas de respecter les objectifs de l'article L.211-1 ».**

S'il est bien spécifié au I de l'article L.211-1 du Code de l'environnement : « I.- Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :

5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ; »

Il faut également retenir les :

« 3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;

7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques. »

Ainsi que la notion de « gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ».

En outre, une suppression de l'ouvrage permettrait d'être en accord avec le SDAGE RMC 2022-2027, la Directive Cadre sur l'Eau, le Green Deal, et la législation sur la restauration des milieux. Ainsi, une suppression de l'ouvrage serait en accord avec les législations française et européenne, et permettrait de répondre à la problématique de la crise de la biodiversité, ainsi qu'aux enjeux du réchauffement climatique.

L'argument avancé par le pétitionnaire n'est donc pas recevable car il doit être examiné en regard du rapport coût/bénéfice environnemental par rapport à la plus-value apportée du projet.

**Les arguments qui ont pu être précédemment apportés par l'EPAGE Doubs Dessoubre tendent ainsi à démontrer, qu'à l'aune de l'article L.211-1 du Code de l'environnement, le projet de microcentrale au lieu-dit Le Moulin Neuf ne semble pas pertinent.**

Page 56 de l'étude d'incidence : **« Il semble que les sédiments puissent transiter ».**

Aucune étude robuste n'a été effectuée sur le transit sédimentaire, ce qui est avancé par le pétitionnaire est ici tout à fait hypothétique. Aucun relevé via le protocole « Wolman Pebble Count<sup>3</sup> » n'a été effectué afin d'estimer si le seuil était transparent ou non. En l'état actuel des connaissances il est possible de définir si la retenue est partiellement comblée ou non, par contre il est impossible de statuer sur la transparence ou non de l'ouvrage sans un protocole plus robuste qu'un constat visuel rapide.

Page 86 de l'étude d'incidence **« Le projet de réhabilitation du site hydraulique répond aux objectifs du SRCE en confortant la continuité écologique du Doubs ».**

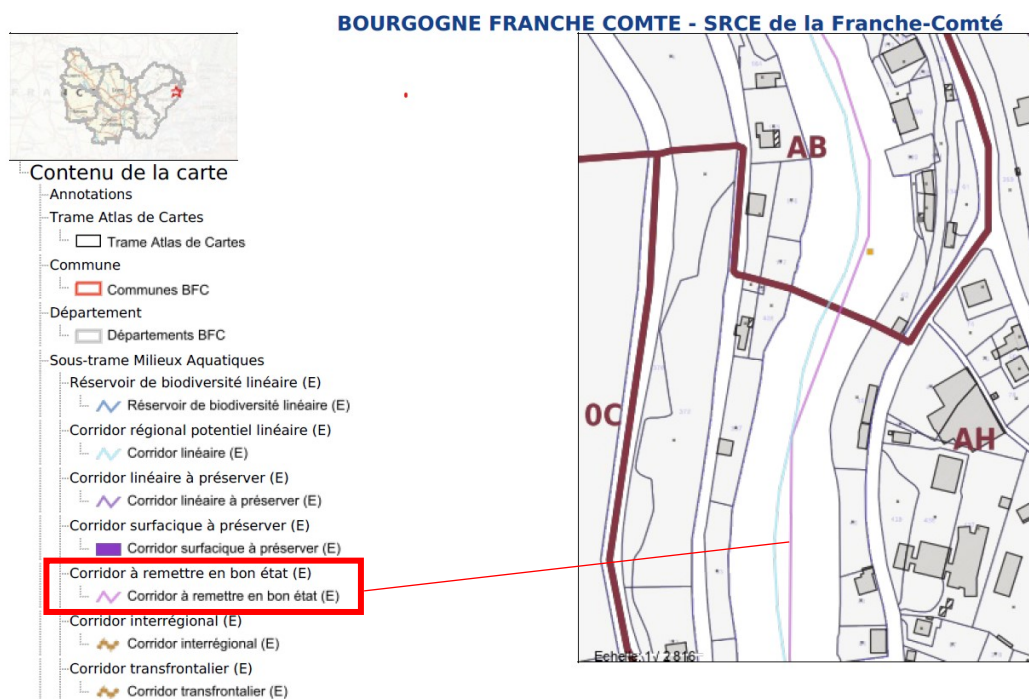
**Il paraît totalement improbable que le projet actuel conforte la continuité écologique du Doubs.** Le projet consiste en effet à maintenir un ouvrage bloquant tout ou partie de la continuité écologique en installant deux turbines et en restaurant un canal. La passe à poissons proposée ne répond à aucun critère technique et n'assure en aucun cas la montaison des espèces piscicoles, par conséquent le projet ne répond pas à l'orientation OB2- 3 du SRCE. Il est fort probable que le canal crée la plus grosse zone d'attrait pour le poisson qui se dirige dans l'eau non pas par l'ouïe ou la vue mais via le courant. Il est donc très probable que la majorité des poissons se retrouvent bloqués dans le canal en suivant le courant et ne

<sup>3</sup>[https://streaming-canal-u.fmsh.fr/vod/media/canal/ documents/unitv/les.s.diments.charri.s.en.rivi.re.processus.et.mesures.sur.le.terrain.2.\\_18765/sem4\\_seq4\\_sediment\\_comp\\_dia\\_to\\_pdf.pdf](https://streaming-canal-u.fmsh.fr/vod/media/canal/ documents/unitv/les.s.diments.charri.s.en.rivi.re.processus.et.mesures.sur.le.terrain.2._18765/sem4_seq4_sediment_comp_dia_to_pdf.pdf)

trouvent pas le bas du seuil ou la rampe aménagée. Par conséquent, sans étude plus poussée pour l'installation d'une passe à poissons, le projet actuel dégrade la continuité, la trame bleue et ne peut pas répondre au SRCE en améliorant la continuité écologique.

De plus, il est à noter une inadéquation entre les arguments avancés par le pétitionnaire au titre des objectifs du SRCE et l'image présentée en page 85 de l'étude d'incidence. Il n'est pas visible, ou alors extrêmement peu, que le projet se situe en plein cœur d'un corridor à remettre en bon état (cf carte ci-dessous). Ce qui tend à corroborer l'inadéquation du projet avec les objectifs du SRCE. Il est aussi à noter que le plan présenté par le porteur de projet oublie d'afficher l'ouvrage du Vieux Moulin présent sur le Dessoubre et propriété du porteur de projet, seuil classé en liste 2 et ne disposant d'aucun ouvrage permettant la restauration de la continuité piscicole à ce jour.

La carte ci-dessous, issue du portail de la DREAL Bourgogne Franche-Comté permet d'identifier le secteur du Pont Neuf comme corridor écologique à remettre en bon état.



**Page 137 de l'étude d'incidence : « travaux d'optimisation des ouvrages de franchissements ».**

Il n'existe aucun calcul de la ligne d'eau, aucun calcul de puissance ou de débit. Factuellement, il n'est donc en rien démontré la possibilité et l'efficacité d'un ouvrage permettant le franchissement piscicole étant donné que cela nécessitera une étude poussée telle que celles réalisées par l'EPAGE Doubs Dessoubre sur certains projets de type passe à poissons. Cette affirmation est soutenue par le porteur de projet en page 18 des annexes de la déclaration d'incidence.

**Page 153 de l'étude d'incidence : « Le projet n'aura pas d'incidence négative sur la morphologie du cours d'eau ».**

La formulation est erronée. Il convient plutôt de préciser que le projet n'aura pas d'incidence négative supplémentaire sur la morphologie. En effet, la banalisation du cours d'eau sur plusieurs centaines de mètre, la banalisation des habitats, le réchauffement de l'eau, etc... sont déjà d'actualité, le projet ne devrait donc pas accentuer ces problématiques, mais ne les résoudra pas non plus.

**Page 156 de l'étude d'incidence : « Un dispositif permettant de favoriser la montaison piscicole sera créé en rive gauche ».**

Comme vu plus haut, cela n'est pas prouvé.

Page 157 de l'étude d'incidence : « **Effets sur l'écosystème terrestre : habitats naturels, flore et faune. Aucune espèce végétale ou animale rare, menacée ou protégée n'a été recensée dans le périmètre d'étude** »

Il sera présenté dans la seconde partie de la réponse à l'enquête publique par l'EPAGE Doubs Dessoubre (au titre de l'animation du DOCOB du site Natura 2000 de la Vallée du Dessoubre) les arguments tendant à démontrer que les éléments avancés ici par le pétitionnaire ne sont pas exacts.

Page 157 de l'étude d'incidence : « **Avec l'instauration d'un débit réservé, de l'amélioration de la remontée piscicole, de la création d'une prise d'eau ichtyo compatible, de l'installation d'une vanne de dégrèvement, l'incidence du projet sur la continuité piscicole peut être considéré comme positive** ».

**Cet énoncé peut être considéré dans son ensemble comme erroné.**

Une vanne de dégrèvement n'a aucun impact sur la continuité piscicole.

L'instauration d'un débit réservé n'est dû qu'à l'existence du présent projet. Par conséquent, sans ce projet, la totalité du débit transiterait dans le lit naturel. Le projet a donc un impact négatif sur le débit présent dans le lit naturel, ainsi que sur la connectivité longitudinale du milieu. Il est évoqué, dans les annexes, la préexistence d'un tronçon court-circuité d'environ 38m du fait d'un débit passant dans l'ancien canal en ruine (en rouge dans les photographies ci-dessous). Ce tronçon court-circuité correspond en réalité plus aujourd'hui à un bras secondaire qu'à un canal. Ainsi, l'argument avancé de la préexistence d'un tronçon court-circuité n'est, biologiquement, pas valable (Cf photo ci-dessous).





Via le projet du pétitionnaire, l'on peut conclure que la remontée piscicole ne serait pas améliorée, rien ne démontre l'efficacité d'une potentielle passe à poissons rustique, l'aménagement annoncé n'étant pas étudié. En outre, comme il l'a été précisé, il est fort probable que les poissons s'orientent préférentiellement vers le canal de décharge et non vers le seuil ou la rampe. Ainsi, la turbine non ichtyo compatible empêchera toute remontée (il n'a pas non plus été spécifié s'il existait un risque pour le poisson de se retrouver dans les pâles des turbines en montaison, auquel cas la mise en place d'une grille à l'aval s'avérerait nécessaire). La prise d'eau ichtyo compatible située à l'amont, grâce à la mise en place d'une grille de protection de 20 mm d'espacement présentera cependant toujours un risque de blessures et d'aspiration des poissons les plus petits. Par conséquent, ce projet aura une incidence négative sur la migration piscicole.

Page 157 de l'étude d'incidence : « **Le projet qui intègre le respect d'un débit réservé prioritaire, ne modifiera pas les habitats aquatiques du Doubs et ne sera donc pas susceptible d'engendrer une modification de la composition faunistique actuelle** ».

Le projet, à l'amont, n'engendrera potentiellement pas d'effet négatif supplémentaire, mais l'existence du seuil et la présence de la zone de remous entraînent déjà un appauvrissement des habitats et une modification de la typologie de ce genre de cours. En revanche, en ce qui concerne la partie aval, le fait que le lit mineur n'obtienne plus qu'un débit réservé et non plus la totalité du débit va entraîner des modifications importantes. Le transit sédimentaire sera perturbé, encore plus qu'à l'heure actuelle, des zones de reproductions seront plus souvent exondées, de même que des zones de refuge et d'alimentation. Certaines espèces ne trouveront plus les conditions optimales pour leur cycle de vie, et il est à attendre une modification dans la densité et la qualité des espèces aquatiques (sur un cours d'eau à l'origine favorable aux salmonidés). **L'impact sur la composition faunistique sera donc négatif.**

Il est ici important de préciser que l'argument stipulant que le débit prioritaire (5m<sup>3</sup>/s) sera plus important que le débit actuel transitant par le tronçon « court-circuité » à certaines périodes de l'année (3m<sup>3</sup>/s) n'est pas cohérent. En effet, avec le projet proposé par le pétitionnaire, lorsque les débits seront situés entre 6.31 et 18.36 m<sup>3</sup>/s, l'ensemble du surplus de débit transitera dans le canal. Ainsi, le débit du futur tronçon court circuité, deux fois plus conséquent dans le projet du pétitionnaire, sera toujours à 5m<sup>3</sup>/s.

Par conséquent, cela entraînera bien une modification des habitats aquatiques avec des débits moins importants la majeure partie de l'année, ainsi que des périodes de mobilisation des sédiments beaucoup moins importantes elles aussi, etc...

Page 162 de l'étude d'incidence : « **Le projet n'affectera pas la pratique de la pêche en amont et en aval du site** ».

La baisse du débit dans le tronçon court-circuité impactera forcément la pratique de la pêche en aval du seuil sur 90m.

Page 164 de l'étude d'incidence : « **Le projet va donc améliorer la continuité écologique sur le Doubs** ».

Au vu des éléments listés ci-dessus, cet énoncé est objectivement faux et conduit à induire en erreur les lecteurs de l'enquête publique, ce qui peut être considéré comme dommageable vis-à-vis de la bonne information aux non spécialistes.

Page 181 et suivantes de l'étude d'incidence sur la compatibilité avec le SDAGE.

Orientation 0 : « **Le projet de centrale hydroélectrique permet de maximiser la production d'électricité à partir d'une source d'énergie renouvelable** ».

Comme indiqué dans le SDAGE « Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme », comme vu avec Explore 2070, les baisses de débits vont s'avérer importantes sur le long terme et l'emploi du terme renouvelable pour la micro-hydroélectricité n'est probablement pas assuré. Par conséquent, le projet n'est pas en adéquation avec l'orientation 0 du SDAGE.

Orientation 2 : « **La remontée piscicole sera par ailleurs améliorée** ».

Comme vu plus haut, cela n'est absolument pas assuré.

**Seul le scénario d'effacement de l'ouvrage actuel permettrait d'atteindre cet objectif.**

<p><b>Orientation 3 : « La centrale hydroélectrique permettra de produire une énergie propre et renouvelable en parfaite adéquation avec les directives gouvernementales et européennes et donc d'économiser les énergies non renouvelables, facteurs de pollution de l'atmosphère ».</b></p> <p>Le projet n'est pas, comme dit, en parfaite adéquation avec les directives gouvernementales et européennes comme vu plus haut. Ce projet est en inadéquation avec la DCE, le Green Deal, etc...</p> <p>Pour être tout à fait dans la réalité, il faut préciser ici que la microcentrale du Pont Neuf permettrait effectivement d'économiser l'utilisation d'énergies non renouvelables <u>si elle produisait de l'électricité en lieu et place des centrales polluantes</u>, ce qui n'est pas le cas en France. Qui plus est, les centrales à fioul, charbon et gaz sont généralement utilisées en hiver pour compenser les pics de consommation. Par conséquent, l'on peut considérer que l'énergie produite par la microcentrale du Pont Neuf rentrera en concurrence avec l'énergie nucléaire, source d'énergie considérée comme moins polluante que l'hydroélectricité en termes de relargage de gaz à effet de serre.</p> <p>Par conséquent, le projet n'est pas en adéquation avec l'orientation 3 du SDAGE.</p>
<p><b>Orientation 4 : Renforcer la gestion locale de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.</b></p> <p>L'EPAGE Doubs Dessoubre, structure GEMAPI pour le secteur concerné par l'étude n'a été, à aucun moment, ni consulté, ni sollicité vis-à-vis de ce projet.</p> <p>Par conséquent, le projet n'est pas en adéquation avec l'Orientation 4 du SDAGE.</p>
<p><b>Orientation 5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques.</b></p> <p>Le projet contribuera à maintenir une eutrophisation des milieux aquatiques avec le maintien d'une zone de remous engendrant un réchauffement de l'eau et donc un développement algal, et par conséquent une eutrophisation plus importante que pour un cours d'eau à écoulement libre.</p> <p><b>Seul le scénario d'effacement de l'ouvrage actuel permettrait d'atteindre cet objectif.</b></p> <p>Par conséquent, le projet n'est pas en adéquation avec l'orientation 5B du SDAGE.</p>
<p><b>Orientation 6A : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides.</b></p> <p>Le projet ne permettra pas la restauration du fonctionnement naturel des milieux aquatiques. De plus, la continuité piscicole ne sera pas restaurée, mais très probablement dégradée plus qu'elle ne l'est déjà. Le tronçon court-circuité sur 90m rajoute en effet un linéaire de milieu aquatique dégradé, en plus des centaines de mètres déjà concernés par la zone de remous. Concernant le transit sédimentaire, ne disposant d'aucune étude fiable sur le sujet, rien n'assure que le transit sédimentaire actuel est déjà transparent.</p> <p><b>Seul le scénario d'effacement de l'ouvrage actuel permettrait d'atteindre cet objectif.</b></p> <p>Par conséquent, le projet n'est pas en adéquation avec l'orientation 6A du SDAGE.</p>
<p><b>Orientation 6C : Intégrer la gestion de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau</b></p> <p>Le projet ne permet en rien de juger des orientations précisées ici.</p> <p><b>Orientation 6C : « Aucune intervention n'est prévue au niveau de zones humides ».</b> Le porteur de projet est hors sujet.</p> <p>En conclusion, au vu de la dégradation du débit sur un linéaire de 90m, de la dégradation de la montaison piscicole ou à minima sa non amélioration, de la mise en place d'une prise engendrant un risque supplémentaire pour la dévalaison, le projet de centrale n'est pas conforme au SDAGE RMC.</p>

<p><b>Page 191 de l'étude d'incidence : « Sachant que le barrage est structurant pour différents usages, il ne peut être démantelé ».</b></p> <p>Le barrage du Moulin Neuf est parfaitement effaçable, que ce soit techniquement, du point de vue paysager, financièrement et culturellement. <b>L'EPAGE Doubs Dessoubre propose de se positionner comme maître d'ouvrage pour le démantèlement du barrage de Moulin Neuf, en concertation avec ses partenaires et dans le cadre d'un projet conforme au SDAGE RMC 2022-2027.</b></p>
---

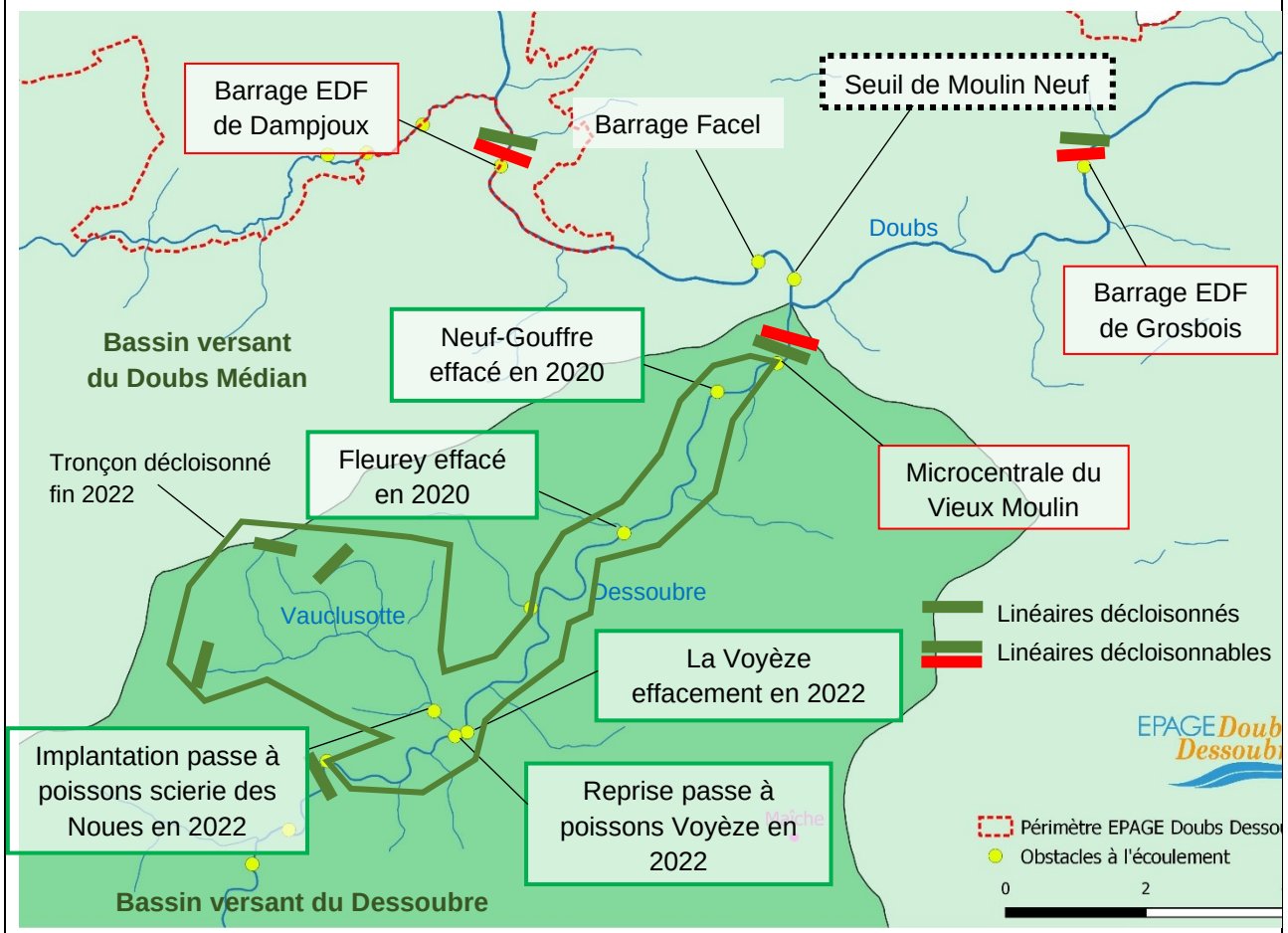
Si les enjeux actuels semblent faibles, rien ne dit que les 2 ouvrages en présence (Moulin Neuf et Facel à l'aval) ne puissent pas dans un avenir proche faire l'objet d'un équipement, voire d'un effacement complet. Dans ce cas de figure ceci permettrait de décroisonner environ 12 km de Doubs Médian, mais aussi de donner accès à ce tronçon alors décroisonné à la rivière du Dessoubre.

L'EPAGE Doubs Dessoubre a une vision globale de la continuité écologique à l'échelle des bassins versants.

Dans cette logique de gestion à l'échelle de bassins hydrologiques, des travaux d'effacement ont été réalisés par l'EPAGE en 2020 sur le Dessoubre, et 2 nouveaux projets (un effacement sur le Dessoubre et une passe à poissons sur la Vauclusotte) seront par ailleurs réalisés en 2022. Ces 4 opérations permettront le décroisonnement de 15 km de cours d'eau sur lesquels les poissons pourront à nouveau se déplacer et les sédiments transiter.

L'effacement, une brèche, ou si cela n'était pas possible, une passe à poisson avec un fonctionnement optimum, au droit des seuils de Facel et de Moulin Neuf, et l'équipement du seuil de la microcentrale du Vieux Moulin (propriété du pétitionnaire de la présente autorisation environnementale), permettraient le décroisonnement de quasiment 30 km de cours d'eau pour les poissons en capacité de transiter par des passes à poisson (truites et ombres essentiellement). Le seul équipement du seuil du Vieux Moulin avec une passe à poissons efficace permettrait de désenclaver 21 km de cours d'eau sur le Doubs et le Dessoubre.

La carte ci-dessous explique la logique de gestion à l'échelle des bassins versants, et les possibilités de décroisonnement progressif des rivières du Doubs médian, du Dessoubre et de la Vauclusotte..



L'implantation de la rampe risque d'entraîner la formation d'embâcles aux périodes de hautes eaux, un entretien régulier s'imposera au gestionnaire de la microcentrale. Par ailleurs, l'implantation envisagée des chevrons en travers de la rampe risque d'être rapidement engravée, sans compter le risque d'emportement des chevrons dans le cas de passage de troncs d'arbres.

Page 18 des annexes de l'étude d'incidence : « **Cette optimisation ne saurait être considérée comme une passe à poissons conforme à l'état de l'art** ».

Comme indiqué plus haut par les services de l'EPAGE, il n'existe aucune description viable de projet de passe à poissons, même rustique. De plus, comme il l'a été précisé, même dans le cas de l'implantation d'une passe rustique, il est fort probable que le poisson se dirigera désormais préférentiellement vers le canal, en suivant le courant, plutôt que vers le seuil. Ceci ne peut malheureusement pas être confirmé ou infirmé en l'absence d'étude complète et robuste. Même avec la modélisation présentée en page 19, il est impossible de savoir si l'aménagement futur aura un quelconque impact positif sur la montaison. Il est cependant possible d'avancer que le projet aura vraisemblablement un impact négatif sur la montaison du fait d'une attractivité désormais dirigée vers le canal et plus au droit de l'ouvrage.

## Conclusions

Au vu de la qualité relative de la prise en compte des enjeux environnementaux, et en particulier des enjeux pour les milieux aquatiques ;

Au vu de certains arguments avancés par le pétitionnaire, parfois ambigus et/ou incomplets et tendant à compromettre la bonne information aux publics non spécialistes ;

Au vu des nombreux arguments avancés par l'EPAGE Doubs Dessoubre et considérant l'impact environnemental négatif du projet pour les milieux aquatiques ;

Au vu du double contexte de réchauffement climatique et de particularité géologique karstique du Doubs, et des conséquences à horizon de 2050 sur les débits attendus ;

Au vu des bénéfices très incertains, en regard de l'impact environnemental, de l'implantation d'une microcentrale au lieu-dit Le Moulin-Neuf ;

## AVIS RELATIF A ENQUETE PUBLIQUE

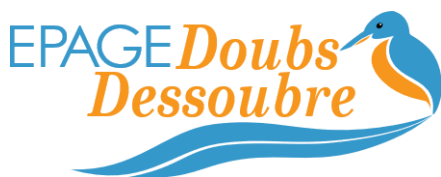
**L'EPAGE Doubs Dessoubre demande au commissaire enquêteur de rendre un avis négatif vis-à-vis de l'Autorisation environnementale relative au projet d'implantation d'une nouvelle microcentrale hydroélectrique au lieu-dit Le Moulin Neuf, présentée par la S.A.S. TELLIF.**

## Remarques

Dans le cas où l'implantation de la microcentrale au lieu-dit Le Moulin Neuf était réalisée, et dans le cas où la S.A.S TELLIF était disposée à l'implantation d'une passe à poissons sur le seuil du Moulin Neuf ainsi que sur le barrage du Vieux Moulin, l'EPAGE Doubs Dessoubre propose au pétitionnaire un accompagnement technique dans la conception et l'implantation de ces ouvrages de franchissement.



## Observations au titre de l'animation du DOCOB du site Natura 2000 de la Vallée du Dessoubre



Adresse : 3 rue du Clos Pascal  
25190 – SAINT-HIPPOLYTE  
Téléphone : 03 81 31 37 55  
Courriel : [contact@smix-dessoubre.fr](mailto:contact@smix-dessoubre.fr)  
Site : <https://doubssdessoubre.fr>

Animateurs N2000 :  
Séverine GUYOT  
07 88 49 63 06  
[sguyot@smix-dessoubre.fr](mailto:sguyot@smix-dessoubre.fr)  
Aurélien HAGIMONT  
06 89 37 87 64  
[ahagimont@smix-dessoubre.fr](mailto:ahagimont@smix-dessoubre.fr)



### Réponse à l'enquête publique

#### DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

#### Projet d'implantation d'une nouvelle microcentrale hydroélectrique au lieu-dit le Moulin Neuf à Saint-Hippolyte (S.A.S TELLIF)

Bien qu'à proximité directe (45 mètres) du périmètre du site Nature 2000 de la Vallée du Dessoubre, le projet est soumis à la procédure d'évaluation des incidences Natura 2000 au titre de la Liste nationale (décrets du 9 et du 11 avril 2010, modifiée par décret n°2016-1613 du 25 novembre 2016), du fait de potentiels effets de proche en proche sur des espèces aquatiques notamment.

Le site internet de la DREAL-BFC détaille précisément la procédure : <http://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/prendre-en-compte-natura-2000-dans-les-activites-r2823.html>

Il est vivement recommandé sur les sites internet institutionnels, de la part des services instructeurs, tout comme en page 4 du formulaire d'évaluation, de prendre l'attache de la structure animatrice du site Natura 2000 en aval lors de la conception d'un projet soumis.

La mission de la structure animatrice est d'accompagner les porteurs de projets dans le dispositif d'incidences Natura 2000, en formulant le porter à connaissance des données d'habitats et espèces disponibles, des enjeux de conservation, ainsi qu'en vue d'apporter des préconisations et suggérer des mesures d'évitement/réduction de l'impact pour des projets susceptibles d'avoir une incidence sur le site Natura 2000.

L'évaluation des incidences du projet au titre de Natura 2000 a bien été réalisée le 26/01/2021 et se trouve dans les annexes au dossier d'étude d'incidences sur l'environnement (qui cite même les coordonnées de l'animateur N2000 référent du site en p111).

Toutefois, force est de constater qu'aucun contact n'a été pris avec les services techniques de l'EPAGE Doubs Dessoubre, structure animatrice du site N2000, lors de la réalisation de l'évaluation des incidences.

Il en découle une non prise en compte des espèces d'intérêt communautaire européen présentes (pour lesquelles des données sont disponibles, d'ailleurs pour certaines présentées dans le dossier d'étude d'incidences sur l'environnement du même projet) et des enjeux de conservation du site.

- Non prise en compte :

De la présence de plusieurs espèces piscicoles d'intérêt communautaire européen (inscrites dans la directive Habitats, Faune et Flore, ayant justifié la désignation du site Natura 2000 Vallée du Dessoubre, renseignées dans son DOCOB et son FSD d'ailleurs présenté en p81 de l'annexe au dossier d'étude d'incidences sur l'environnement) :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Code européen	Présence station aval Vieux-Moulins (Dess) – 1 km	Présence station aval Moulin-Neuf (Doubs)
Chabot commun	<i>Cottus gobio</i> (Linnaeus, 1758)	1163	X	X
Lamproie de Planer	<i>Lampetra planeri</i> (Bloch, 1784)	1096	X	
Blageon	<i>Telestes souffia</i> (Risso, 1827)	6147	X	X
Toxostome	<i>Parachondrostoma toxostoma</i> (Vallot, 1837)	6150		X

- Ainsi que d'une espèce d'oiseau d'intérêt communautaire européen (inscrite dans la directive Oiseaux, ayant justifié la désignation du site Natura 2000 Vallée du Dessoubre, renseignée dans son DOCOB et son FSD) :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Code européen
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i> (Linnaeus, 1758)	A229

- De même, plusieurs espèces de chiroptères d'intérêt communautaire européen sont susceptibles d'exploiter des anfractuosités dans des arbres situés sur les berges au niveau de l'emprise du projet, comme le souligne la DREAL-BFC dans la synthèse des avis. La commune de Saint-Hippolyte abrite à proximité directe du projet deux colonies d'espèces à fort enjeu :

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Code européen	Localisation colonie
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i> (Borkhausen, 1797)	1324	Couvent des Ursulines
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i> (Natterer in Kuhl, 1817)	1310	Grotte du Château de la Roche

Les données relatives à la présence de ces espèces auraient normalement été transmises au porteur de projet dans le cadre de la mission de porter à connaissance exercée par la structure animatrice. Ceci aurait permis de pointer les incidences potentielles du projet et ainsi induire une démarche visant à éviter ou réduire ces potentielles incidences au moment même de la conception du projet.

Les espèces concernées apparaissent pourtant bien en p106 du dossier d'étude d'incidences sur l'environnement, mais ne sont pas reprises dans l'évaluation des incidences.

Plusieurs remarques émergent aussi à la lecture du contenu technique du projet et auraient dû être traitées dans le cadre de l'évaluation des incidences :

- Les modifications du fonctionnement hydrographique (Code pression J02.05) sont pointées dans le FSD du site comme « Menaces ayant une incidence sur le site ». Les travaux envisagés touchent visiblement de façon durable à la dynamique des écoulements.
- Les voies d'accès (a priori par les berges) ne sont pas précisées, ainsi que les zones de stockage explicitées sans plus de précisions.
- L'« aménagement rustique » (+ prise d'eau ichtyo compatible) proposé permet-il d'améliorer la continuité écologique pour les espèces d'intérêt européen présentes ? Le déroulement des travaux est-il susceptible d'impacter ces espèces (pollutions, mise en suspension de sédiments...)
- Problématique des EEE : bonne prise en compte dans la réponse à la DDT des risques durant la phase travaux liés à la présence de 2 espèces exotiques envahissantes dans l'emprise des travaux. Toutefois, quelle stratégie de lutte sera concrètement adoptée à moyen-long terme pour éviter une recolonisation inévitable sans entretien ? Un plan de lutte s'établit sur plusieurs années (minimum 3 à 5 ans), ici la liste des moyens de lutte semble seulement évoquée à titre d'exemple. Cette problématique fait partie des enjeux du site et est abordée dans l'objectif D-1 du DOCOB N2000.
- L'emprise du projet est « très localisée » mais ses effets potentiels sont à évaluer à plus grande échelle, amont et aval, ainsi qu'à court et long terme.

Au regard de ces lacunes, la conclusion de l'évaluation des incidences apportée par le porteur de projet, dès la 1ère étape (descriptive) de la procédure et aboutissant à l'absence d'incidences significatives semble insuffisamment justifiée.

Pour être recevable, l'évaluation des incidences devrait, au vu de la présence avérée espèces d'intérêt communautaire européen et de la nature du projet, aller à minima jusqu'à l'étape 2 visant quant-à-elle à analyser les effets du projet.

Il est regrettable que ces manquements n'aient pas été relevés lors de l'instruction du dossier et qu'aucun complément n'ait été demandé. L'objectif voulu dans la mise en œuvre au niveau national du dispositif Natura 2000 avec sa procédure d'évaluation des incidences est la mise en cohérence des décisions prises par les autorités publiques au regard des enjeux liés à la biodiversité, en référence aux Directives européennes « Habitat, Faune, Flore » (1992) et « Oiseaux » (1979, révisée en 2009).